



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
6 avenue du Général de Gaulle
CS90254
43009 Le Puy-en-Velay Cedex

Le Puy-en-Velay, le 27/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BARBIER ET CIE

LA GUIDE

BP 39

43600 Sainte-Sigolène

Références : UiD4243-EAR-25-112

Code AIOT : 0005600266

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement BARBIER ET CIE implanté Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a contacté l'inspection des installations classées pour signaler un accident (feu sur une imprimeuse), ce qui a déclenché la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBIER ET CIE
- Z.I. La Guide BP39 43600 Sainte-Sigolène
- Code AIOT : 0005600266
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

Barbier est une entreprise spécialisée dans la transformation du plastique par extrusion et impression.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 26/03/2025, article R.512-69	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rétention eaux incendies	Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 8.5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un POI qu'il a suivi. Les déchets (eaux d'extinction d'incendie, boudins d'absorptions, extincteurs..) ont été isolés. Ils seront évacués en tant que déchets dangereux. L'exploitant transmettra à l'inspection les bordereaux d'évacuation lorsqu'elle aura été réalisée.

L'exploitant devra déterminer la cause de l'incendie et proposer une solution pour éviter qu'il se reproduise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/03/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des

éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 26 mars 2025, à 7h30, un feu s'est déclaré au niveau du groupe 8 de l'imprimeuse 330. L'inspection a été prévenue par téléphone par l'exploitant le jour même aux alentours de 9h30.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'un départ de feu avait été constaté par des opérateurs sur le groupe 8 de l'imprimeuse 330. Les opérateurs ont donné l'alerte et ont tenté d'intervenir au moyen d'extincteurs. Néanmoins, au regard de la configuration (les groupes d'impressions sont derrière un capot vitré), ils ont pris la décision de ne pas ouvrir le capot. Deux extincteurs ont donc été percutés, mais ils n'ont pas été utilisés.

L'alerte a été donnée et le personnel a été évacué du bâtiment. L'exploitant a mis en œuvre son plan d'opération interne et a procédé à la disconnexion de l'alimentation électrique, de l'alimentation en solvant et en encre, de l'alimentation de gaz, et a fermé la vanne du bassin de rétention.

La chaleur dégagée par l'incendie a déclenché le système d'extinction par sprinklage, ce qui a permis d'éteindre l'incendie.

Lorsque les services d'incendie et de secours sont arrivés, le feu était éteint. Ils ont tout de même aspergé la machine pour la refroidir et éviter un nouveau départ de feu. L'exploitant estime la durée du feu à une dizaine de minutes.

L'exploitant a indiqué que les services d'incendie et de secours avait réalisé, au droit de l'imprimeuse, des mesures de PM10 et de PM2.5 avec des taux respectifs à 77µg/m3 et 50µg/m3. Pour mémoire, le 1er seuil d'alerte en cas de pic de pollution pour le paramètre PM10 est de 80µg/m3 en moyenne sur 24 heures.

Lorsque l'incendie s'est déclaré, la machine était entre cours de nettoyage, un processus réalisé couramment. L'exploitant estime à 40 kg maximum la quantité d'encre solvantée qui a été consommée. Aucune conséquence humaine n'est à déplorer et la structure du bâtiment n'a pas été touchée, à l'exception d'une poutre métallique noircie par les fumées (pas de déformation apparente).

Cet incident a produit les déchets suivants : des eaux d'extinction incendie, des boudins d'absorption, 2 extincteurs et des dégâts matériel au niveau de la machine (principalement de la ferraille).

L'exploitant a indiqué que les déchets avaient été placés dans 6 fûts et 1 ibc qui seront évacués en tant que déchets dangereux par une entreprise spécialisée (CHIMIREC). Les extincteurs quant à eux ont été isolés en attendant qu'ils soient reconditionnés.

Au moment de la visite, l'exploitant a indiqué que les lignes de production avaient été remises en service, à l'exception de la ligne de la machine qui a brûlé. Il a indiqué avoir changé les têtes de sprinklage déclenchées et préalablement réalisé les tests idoines pour vérifier le bon fonctionnement du système de sprinklage.

<p>L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer la cause de l'incendie. Le fabricant de la machine a été contacté afin qu'il vienne expertiser la machine et ainsi déterminer la cause probable de l'accident.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une fois la cause établie, il recherchera activement une solution pour éviter qu'elle se reproduise.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il transmettra à l'inspection le rapport d'accident dès qu'il aura été validé par la direction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection le rapport d'accident accompagné des bordereaux d'évacuation des déchets produits par l'incendie. Il justifiera de la récupération et du recyclage des 2 extincteurs percutés. La fiche de données de sécurité de l'encre impliqué dans l'incendie sera fournie</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection son analyse de la cause probable de l'incendie, accompagnée des dispositions qu'il compte mettre en œuvre pour éviter un nouvel incendie ainsi qu'un échéancier de mise en œuvre.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Rétention eaux incendies

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2019, article 8.5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Eaux extinction incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est notamment réalisé par un dispositif externe aux installations, conformes aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bassin d'orage étanche pour la collecte des eaux d'extinction et des eaux pluviales d'une capacité minimale de stockage de 3200m³ ; - les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant de la surveillance d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de l'installation ; - un dispositif d'obturation manuel ou automatique permet d'assurer ce confinement lorsque les eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Il est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées. (...)</p>
<p>Constats :</p>

L'exploitant a indiqué avoir fermé la vanne du bassin d'orage le plus rapidement possible (8h11). Néanmoins, les eaux d'extinction incendie n'ont pas atteint ce bassin. De part leur volume limité, elles ont été retenues au droit de la machine avant d'être dirigées, à l'aide de raclettes, jusqu'à la soute à encre située à proximité où elles ont été confinées.

Ces eaux susceptibles d'être polluées ont ensuite été pompées et mises dans 5 fûts de 200l chacun et dans un IBC. L'exploitant estime la quantité le volume total d'eaux susceptibles d'être polluées à 1500 litres.

Ces eaux seront évacuées en tant que déchets dangereux par une société spécialisée.

Type de suites proposées : Sans suite